

d'infrastructures essentielles, un contrat de plan état région (CPER), et un schéma régional économique (SRDEII), sans promouvoir l'ouverture à la concurrence ou à la différenciation qui tend à rompre l'égalité de traitement.

2 Une nouvelle industrialisation

- La réindustrialisation de notre région doit reposer à la fois sur la relocalisation des industries mais aussi sur une volonté de maintenir les industries existantes et de créer les conditions de l'émergence de nouvelles filières.

Il y a urgence à investir dans les atouts économiques et industriels de PACA (le système portuaire, l'économie de la mer, la filière bois, l'agro-alimentaire, l'aéronautique, la chimie, l'énergie, la presse...) tout en favorisant la mise en place de circuits courts, d'une économie circulaire et de l'écoconception en s'appuyant sur les innovations technologiques et la recherche.

3 L'accès à la culture, au sport et aux loisirs pour toutes et tous

- Promouvoir la lecture et l'écriture, les pratiques musicales, théâtrales et artistiques à toutes les étapes de la vie, dans l'éducation et dans les différentes sphères sociales, sans oublier le monde du travail.
- Développer les conditions d'un tourisme social, alternatif et responsable comme engagement d'avenir, permettant à toutes et tous et notamment aux habitants de la région d'en bénéficier sans prédation des écosystèmes. Et enfin valoriser le sport en tant que facteur de cohésion sociale par le biais du mouvement sportif associatif.

4 Un véritable accès à l'éducation et à la formation professionnelle

- Mener une politique de formation continue et d'éducation permanente visant à la fois à l'émancipation et au développement humain. La Région en charge de la formation des privés d'emploi doit favoriser l'accès à un premier niveau de qualification, privilégier le service public de la formation et notamment l'AFPA, lever les freins périphériques d'accès à la formation (transport, restauration, hébergement...) et répondre aux besoins liés au développement et aux mutations industrielles de la région.
- La formation professionnelle continue et l'éducation permanente doivent permettre l'accès gratuit à des actions de formation professionnelle libérées des logiques patronales. Le service public de l'éducation et de la formation doit être articulé avec le service public de l'emploi.
- Les lycées de la région doivent bénéficier de moyens permettant leur entretien régulier et leur mise en accès rapide aux élèves en situation de handicap.

5 D'autres modes de financement des politiques publiques régionales

- Les régions sont des collectivités qui peuvent agir, en coordination avec les autres collectivités, pour répondre aux urgences sociales.
- Agir nécessite des moyens financiers conséquents.

La bataille financière est donc centrale pour répondre aux besoins des populations et investir pour l'avenir.

Elle doit être menée démocratiquement, poser la question de la création, de l'utilisation des richesses, de leur redistribution, du recours aux emprunts, de la valorisation du patrimoine et d'une fiscalité juste et utile socialement et environnementalement.

Elle exige une vision solidaire loin de la concurrence territoriale et du clientélisme avec comme visée un développement des outils de péréquation profitant aux territoires et aux populations les plus fragiles.

Il faut contrôler et subordonner l'appel à marchés publics et les aides publiques régionales en fonction de critères sociaux et environnementaux. La mise en place d'une véritable commission de contrôle des aides publiques est obligatoire.

6 Une coopération internationale solidaire

- La solidarité, la coopération et les échanges avec les populations du monde entier doivent être la nouvelle politique de la Région Paca compte tenu des mouvements migratoires. L'activité internationale de la Région doit promouvoir une voie alternative de développement qui tienne compte des besoins et qui ancre le développement économique dans le mieux disant social et le respect des droits Humains.

7 Reconquête de la démocratie

- La démocratie doit redevenir un élément central dans la conduite des politiques régionales comme dans l'hémicycle du conseil régional en favorisant la participation des citoyens et faire jouer un rôle central à la conférence régionale de l'action publique, la CTAP. Il faut également promouvoir la remise en place de la clause générale de compétence afin de permettre à l'exécutif régional d'intervenir dans l'ensemble des domaines en réponse aux besoins des populations.
- Créer des lieux de démocratie participative dans les domaines de compétences de la région sans les opposer aux instances où siège la société civile organisée (conseil économique social environnemental régional).
- Prendre en compte les propositions issues de la société civile organisée dans les politiques menées et lui accorder les moyens nécessaires pour fonctionner.
- Proposer des alternatives au tout sécuritaire de la « loi de sécurité globale », et respecter la voix des salariés dans l'entreprise et favoriser l'extension de leurs droits.

Les candidats et leurs colistiers lors de ce scrutin doivent intégrer au sein de leur programme des propositions qui à l'image de ces axes forts vont considérablement améliorer la vie des travailleurs sur la région.

Elections Régionales

20 et 27 juin 2021



Une politique Régionale qui réponde aux attentes du monde du travail pour travailler et vivre dignement en Paca !

Les élections régionales vont se tenir les 20 et 27 juin prochains dans la situation politique nouvelle, créée dans notre pays par la crise sanitaire et par l'instauration de mesures qui permettent de s'attaquer globalement aux garanties collectives des travailleurs.

Ces élections seront un acte de résistance et d'affirmation démocratique. C'est l'occasion pour le monde du travail, dans ce contexte si singulier, d'exprimer ses opinions, des revendications pour exiger de vivre mieux et dignement, en regardant l'avenir avec espoir.

**Voter,
c'est placer la colère sociale
au cœur de ce scrutin régional !**

Aujourd'hui, l'incompréhension, l'inquiétude, voire la peur se mêlent à une distanciation croissante entre les citoyens et le système politique qui doit à présent impérativement répondre aux attentes des travailleuses et des travailleurs et ce n'est ni l'abstention, ni le Vote RN qui permettront de satisfaire les revendications des salariés, actifs, retraités et privés d'emploi.

Dans quelle région et dans quelle société voulons-nous vivre ?

Le résultat ne sera pas le même selon les politiques menées par le futur conseil régional, si elles sont conduites sous l'égide de l'austérité, des diminutions de moyens et réduisant l'action publique ou au contraire animées d'une volonté de développer le service public, l'emploi, les transports collectifs, un aménagement du territoire équilibré, des lycées entretenus, une formation professionnelle accessible à tous.

Ces questions montrent l'importance des futurs mandats régionaux dans un contexte de crise qui n'est pas vécu de la même manière suivant sa condition sociale.

Cette crise est le résultat de plusieurs années de gestion capitaliste financiarisée qui ont creusé les inégalités, fait exploser les mobilités contraintes, accélérer les rythmes et la compétition effrénée pour les ressources et qui, aujourd'hui se traduisent par la destruction des systèmes sanitaires, éducatifs, sociaux et des écosystèmes dans notre région.

Pour les politiques publiques, nationales comme régionales, pour les dirigeants des entreprises, il s'agit de s'adapter à la compétition économique mondiale en organisant la rareté des ressources et les flux tendus avec l'injonction de s'adapter aux évolutions à travers la flexibilité, l'agilité, l'innovation et l'optimisation si chères au patronat.

L'objectif est d'augmenter les profits et de jouer sur la concurrence entre les échelles locales, régionales, nationales et internationales. Il s'agit aussi de théoriser les spécialisations des territoires via la métropolisation et la future loi 4D par exemple.

Dans un contexte de libéralisation et de dérégulation des échanges, ce sont principalement les acteurs financiers (salles de marché, multinationales, banques...) qui déterminent les localisations et la spécialisation. Ces politiques sont économiquement et socialement catastrophiques.

Notre, région, ses habitants et les travailleurs qui créent les richesses, en paient les conséquences au quotidien.

La politique économique d'Estrosi puis de Muselier à la tête de la Région va dans le même sens en se limitant à distribuer généreusement des millions d'euros d'argent public aux entreprises régionales alors que dans le même temps, les lycées sont mal entretenus, les transports publics ne répondent pas aux besoins, les moyens alloués à la formation sont dramatiquement insuffisants...

Les politiques d'austérité, les réformes territoriales et des services de l'État conduisent au démantèlement des services publics et à la casse des emplois publics au détriment de la satisfaction des besoins des usagers. L'hôpital est à l'agonie comme la crise sanitaire l'a mis en évidence, les services publics de proximité désertent les quartiers des métropoles

et les zones rurales au détriment des populations les plus défavorisées, les fermetures de classes, de bureaux de poste, de gares, de services hospitaliers sont le quotidien des territoires de notre région et seules les luttes des personnels et des usagers parviennent à sauver certains services et à limiter temporairement la casse.

Ces politiques aggravent la pauvreté, l'exclusion et le chômage. Elles conduisent également à la désindustrialisation de notre région.

La Cgt Paca dresse un constat particulièrement négatif de l'action de l'exécutif régional dans son champ de compétences :

- Très fort accompagnement des stratégies de désindustrialisation et délocalisation des productions au bénéfice de la production de services marchands, misant trop sur le tourisme.
- Asservissement des politiques régionales aux dogmes européens et course aux financements européens sans discernement.
- Accompagnement de la stratégie patronale s'agissant du recours à la main d'oeuvre sur des postes précaires, mal payés, avec de mauvaises conditions de travail en incitant les jeunes et les chômeurs à s'orienter vers ces emplois dits en tension
- Chômage et précarité chroniques, avec un rôle de la région néfaste par ses choix politiques comme accélérateur de fractures sociales.
- Affaiblissement des services publics et fragmentation de l'aménagement du territoire (transport / logement), urbanisation, ghettosisation, gentrification, prédation des écosystèmes.
- Vision gestionnaire et technocratique des politiques de santé avec une priorité accordée à la médecine libérale et donc au marché pour favoriser l'accès aux soins sans tenir compte des inégalités territoriales et sociales qui conduisent à des renoncements ou des reports de soins d'une partie de la population.
- Plan de communication autour des enjeux climatiques sans mise à disposition de véritables moyens (emplois statutaires).
- Difficile accès à la culture, aux loisirs, au sport du fait de choix politique privilégiant les manifestations d'ampleur internationale pour attirer une clientèle étrangère au détriment d'actions de terrains permettant leur accès à tous et toutes.
- Vision d'une formation professionnelle uniquement au service des entreprises se traduisant par le désengagement auprès notamment des publics les moins qualifiés. Appel d'offres favorisant le secteur marchand avec l'augmentation du nombre de centres de formations privés lucratifs dont l'objectif premier est de faire du profit et non d'assurer une offre de qualité
- Manque d'investissement dans l'entretien des Lycées qui se traduit par une dégradation du patrimoine. Baisse des effectifs statutaires et augmentation d'emplois précaires.
- Patrimoine public vendu sans vision de court, moyen et long terme.
- Spécialisation, hiérarchisation et concurrence territoriales de la production de biens et services, toutes encouragées par la future loi 4D.
- Crise démocratique et non prises en compte des avis de la société civile organisée (Ceser).
- Collusion entre la Région et le patronat via les Opérations d'Intérêt Régional (OIR) pilotées par des binômes élus-chefs d'entreprises.
- Initiatives internationales exclusivement tournées vers la recherche de profits et de parts de marché pour les entreprises régionales aux dépens d'une politique coopérative d'aide au développement.

Ne nous trompons pas de colère

Le RN s'oppose à toute finalité émancipatrice comme aux renforcements des garanties collectives et des statuts sociaux. Son programme basé sur le clivage, la division, légalise la xénophobie, encense le familialisme hétérosexuel et sexiste, restaure la ségrégation à l'école, incite à la vengeance judiciaire, encourage le chacun pour soi, et vise à la destruction de notre modèle social solidaire. Il n'offre aucune solution pour améliorer les conditions de vie et de travail des salariés et ne veut surtout pas s'attaquer au monde de l'argent, de la finance.

Il faut d'urgence un autre projet, qui corresponde aux attentes du monde du travail

Pour la CGT il s'agit de mettre en œuvre une politique de résistance aux stratégies actuelles, et de combattre les inégalités sociales et territoriales.

Il y a urgence à construire de nouveaux rapports de force institutionnels économiques et sociaux au service de l'intérêt général.

Il s'agit d'élaborer des projets régionaux qui s'appuient sur la conquête de nouveaux pouvoirs démocratiques mais aussi sur une nouvelle répartition des richesses pour retrouver des marges de manœuvre budgétaires.

1 Un nouvel aménagement du territoire

- Mettre en œuvre une politique de transport multimodale permettant le déplacement de la population régionale avec un réseau de correspondances efficaces. Mettre en place une instance de coordination régionale regroupant les autorités de transport définissant les horaires et correspondances sur la région.
- Faire respecter et mettre en œuvre le droit au logement opposable et la loi SRU et conditionner les subventions aux communes et intercommunalités au respect de cette loi. Mettre en place des instruments publics de régulation du foncier solidaire sans but lucratif aux moyens et pouvoirs élargis.
- Promouvoir la réimplantation de proximité des services publics.
- Stopper les appels d'offre qui ouvrent la voie à la privatisation, au marché dans des secteurs qui doivent demeurer dans le domaine public (formation professionnelle, transports, etc).
- Lutter plus particulièrement contre les déserts médicaux par la création de centres de santé qui favorisent l'accès aux soins pour tous (tarifs conventionnés- tiers payant, accès aux droits.) et si nécessaire en donnant un statut de salarié à des médecins, à la différence des Maisons Régionales de santé, simples regroupements de professionnels de santé en mode libéral.
- Élaborer de manière démocratique et cohérente, en lien avec les besoins des populations et des collectivités en termes d'équipements et